

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE
Tél. : 03 21 63 69 00

Béthune, le **12 AVR. 2022**

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'inspection du 07 avril 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)

Avenue de la Verrerie
BP 61
62410 WINGLES

Références : FW/MM EQUIPE 4-78-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 avril 2022 dans l'établissement O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING) implanté Avenue de la Verrerie BP 61 à WINGLES (62410). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)
- Avenue de la Verrerie BP 61 à WINGLES (62410)
- Code AIOT dans GUN : 0007001335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'activité principale d'O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES consiste en la fabrication de bouteilles en verre. La capacité de production avoisine les 150 000 tonnes par an. L'usine de WINGLES possède un outil de production modeste (un four) mais puissant (quatre lignes de fabrication contenant au total 130 cavités). Le four a une superficie de 140 m² et tire 480 t/j de verre (procédé en continu).

La particularité du site de WINGLES est d'être le premier consommateur de calcin français (l'utilisation du calcin permet de diminuer significativement les consommations d'énergie de fusion et les émissions de CO₂).

La société O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES fonctionne sous couvert d'un Arrêté Préfectoral d'Autorisation daté du 5 août 1996 et de cinq Arrêtés Préfectoraux Complémentaires datés des 15 septembre 1998, 8 février et 12 juin 2001, 17 mai 2005 et 23 juillet 2009, ainsi que de l'Arrêté Préfectoral « IED compatible » du 30 mars 2016.

Le site est notamment autorisé pour les rubriques 2530-1-a et 3330 (Fabrication et travail du verre).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- GERE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GERE / Obligation	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4-I - Annexe I	/	Sans objet
Déclaration GERE / Etat	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 7	/	Sans objet
Déclaration GERE / Données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / Données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / Validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5	/	Sans objet
Déclaration GERE / Validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5	/	Sans objet
Déclaration GERE / Emissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / Respect des VLE annuelles	Arrêté Préfectoral du 30 mars 2016 Article 6	/	Sans objet
Déclaration GERE / Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 14	/	Sans objet
Déclaration GERE / Evolutions	Arrêté Préfectoral du 30 mars 2016 Article 13.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection n'a relevé aucune non-conformité à la réglementation en vigueur, lors de la visite d'inspection du 07 avril 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, Article 4-I - Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : <ul style="list-style-type: none">- soumis à Autorisation- ou soumis à Enregistrement
Constats : L'établissement O-I France est concerné par la déclaration GEREP car soumis à Autorisation au titre de la rubrique suivante: <ul style="list-style-type: none">- 2530-1 : Fabrication et travail du verre
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Etat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, Article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
Constats : Au 31 mars 2022, le taux de remplissage de la déclaration GEREP de l'établissement "O-I France - Usine de Wingles" était de 100%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Données attendues si seuils dépassés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année : - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ; - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article.
Constats : Concernant les rejets eaux : - les volumes d'eau consommés et rejetés sont déclarés ; - les émissions chroniques sont déclarées ; cependant, tous les paramètres réglementés dans l'AP d'Autorisation en vigueur ne sont pas déclarés dans GERE. Concernant les rejets air : - les émissions chroniques sont déclarées hormis pour le paramètre "Formaldéhyde". Pour les paramètres non déclarés dans GERE, l'exploitant devra justifier que les émissions sont inférieures aux seuils de déclaration de l'Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe II ; néanmoins, en première approche et pour les quelques paramètres vérifiés aléatoirement en inspection, les seuils de déclaration ne sont pas dépassés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Données attendues
si seuils dépassés année précédente**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Prescription contrôlée : Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : Cette disposition a été rappelée à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Validité des données dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de cinq ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : Concernant les rejets air : <ul style="list-style-type: none">- l'évaluation des rejets pour les paramètres NOx, SOx et poussières totales est basée sur les mesures en continue réalisées par l'exploitant ;- pour les autres paramètres, l'évaluation des rejets est basée sur les résultats des deux contrôles annuels réalisés par un laboratoire externe dans le cadre de l'autosurveillance et ramené au nombre de jours de fonctionnement de l'installation. Les rapports des mesures réalisées et les méthodes de report dans GERE ont été présentées en séance. Concernant les rejets de CO, un suivi en continu est réalisé par l'exploitant. L'évaluation des rejets est cependant basée sur les deux mesures d'autocontrôles annuelles. Pour une évaluation plus précise, l'Inspection a demandé à l'exploitant d'évaluer les rejets en CO en se basant sur les mesures en continu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Validité des données dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de cinq ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p>Constats : Concernant les rejets eau, l'évaluation est basée sur les mesures d'autocontrôles périodiques réalisées par l'exploitant (laboratoire EUROFINS) et ramenées au nombre de jours de fonctionnement de l'installation. En fonction des paramètres mesurés, ces autocontrôles peuvent être journaliers, hebdomadaires, mensuels ou annuels.</p> <p>Les résultats des contrôles et les méthodes de calcul et de report des flux de polluants dans GEREP ont été présentés en séance.</p> <p>Pendant l'inspection, une erreur a été relevée concernant le report des rejets pour les paramètres "azote" et "phosphore". Ces valeurs devront être corrigées par l'exploitant avant la validation de la déclaration.</p> <p>L'Inspection a également pu vérifier lors de l'inspection, que les déclarations mensuelles réalisées sur GIDAF sont cohérentes avec la déclaration GEREP.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Emissions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...).</p>
Constats : Aucune émission accidentelle n'a été portée à la connaissance de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Respect des VLE annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30 mars 2016, Article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Air (valeur limite d'émissions)
Prescription contrôlée : « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs annuelles fixées par le présent arrêté ».
Constats : Les flux annuels déclarés sur GEREP pour les paramètres NOx et SOx sont supérieurs aux flux annuels autorisés par l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter en vigueur. Les flux sont détaillés ci-après : Déclaration GEREP : NOx : 255 t/an pour 185 t/an autorisés (flux spécifique) SOx : 125 t/an pour 108 t/an autorisés (flux spécifique) Le non-respect des valeurs limites a cependant déjà été constaté par l'Inspection pour lequel l'exploitant a été mis en demeure. Un plan d'actions, suivi par l'Inspection, est en cours avec notamment l'installation d'un système de traitement DeNox par injection d'ammoniac, qui devrait permettre de respecter les valeurs limites réglementaires dans le courant de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, Article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement)
Prescription contrôlée : L'arrêté d'Autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).
Constats : La consommation en eau du réseau d'adduction a augmenté par rapport aux années précédentes mais reste conforme aux valeurs limites. L'exploitant a indiqué que cette augmentation était dûe à la situation sanitaire et notamment au nettoyage plus fréquent des douches et sanitaires. L'Inspection a demandé à l'exploitant de préciser ce point dans sa déclaration GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Evolutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30 mars 2016, Article 13.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air et eau
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 13.6.3, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
Constats : Compte tenu de la dégradation des rejets atmosphériques, un plan d'actions a été mis en place par l'exploitant et est régulièrement suivi par l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet